

> Circulaire du CPDP

n°10972
Mercredi 1^{er} juillet 2015

REMBOURSEMENT PARTIEL DE LA TICPE

Gazole utilisé pour le transport routier de marchandises

CIRCULAIRE N °15-041 DU 29 JUIN 2015

► Le Bulletin officiel des douanes du 29 juin 2015 a publié la circulaire n° 15-041 du 29 juin 2015, qui intègre les nouvelles dispositions concernant le remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers, prévues par le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014¹ et l'arrêté du 14 avril 2015².

Sont notamment actualisés s'agissant du gazole utilisé pour **le transport de marchandises** :

- les **délais** d'introduction et d'instruction des demandes ;
- les **pièces justificatives** à joindre à la demande et les délais de conservation de ces documents ;
- le **lieu de dépôt** de la demande en fonction de la localisation du siège social.

La circulaire n° 15-041 du 29 juin 2015 remplace les décisions administratives précédemment en vigueur n° 07-028 du 15 mai 2007 et n° 08-037 du 24 juin 2008.

► Figurent ci-après la circulaire n° 15-041 du 29 juin 2015 et ses annexes.



CIRCULAIRE N° 15-041 DU 29 JUIN 2015

Remboursement d'une fraction de la TICPE sur le gazole utilisé par les véhicules routiers de 7,5 tonnes et plus destinés au transport de marchandises, au titre de l'article 265 septies du code des douanes

B.O.D. du 29 juin 2015

NOR : FCPD1514123C

Le ministre des finances et des comptes publics, aux opérateurs économiques et aux services des douanes,

- Vu l'article 265 septies du code des douanes ;
- Vu le décret n° 99-723 du 3 août 1999 modifié fixant les modalités d'application des articles 265 septies et 265 octies du code des douanes portant remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers ;
- Vu le décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes ;
- Vu l'arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers.

La présente circulaire remplace la décision administrative n° 07-028 du 15 mai 2007 publiée au bulletin officiel des douanes n° 6713 du 24 mai 2007, ainsi que la décision administrative n° 08-037 du 24 juin 2008 publiée au bulletin officiel des douanes n° 6767 du 25 juin 2008.

Elle intègre notamment les dispositions du décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014, et de l'arrêté du 14 avril 2015 précités.

Pour le ministre et par délégation,
l'administratrice supérieure des douanes,
sous-directrice des droits indirects

Signé

Corinne CLEOSTRATE

SOMMAIRE

Première partie : Champ d'application	
I- Personnes bénéficiaires	
A- Notion d'entreprise	
1. Définition	[2] à [4]
2. Exclusions	[5]
B- Implantation géographique de l'entreprise	[6]
C- Modalités de détention des véhicules éligibles au remboursement	[7]
1. Les propriétaires	[8]
2. Les locataires	[9] à [12]
3. Les sous-locataires	[13] à [14]
4. Le cas des mandataires	[15]
II- Véhicules ouvrant droit au remboursement	[16]
A- Véhicules routiers	[17] à [18]
B- Véhicules destinés au transport de marchandises	
1. Définition	[19] à [20]
2. Cas particuliers	[21] à [22]
C- Poids des véhicules	
1. Principe général	[23] à [24]
2. Précisions à caractère technique	[25] à [28]
D- Les véhicules immatriculés dans l'un des pays de l'Union européenne	[29]
III- Carburant ouvrant droit au remboursement	
A- Gazole	[30] à [31]
B- Acquisition du gazole	[32] à [35]
C- Consommation du gazole	[36] à [40]
D- Détermination des quantités de gazole ouvrant droit au remboursement	[41] à [44]
IV- Taux de remboursement	[45] à [49]
Deuxième partie : Présentation de la demande	
I- Périodicité	[50] à [54]
II- Forme de la demande	[55]
A- Présentation de la demande	[56] à [58]
B- Pièces justificatives	
1. Pièces justificatives à joindre à la demande	[59] à [66]
2. Conservation des pièces justificatives	[67] à [72]
C- Modalités de modification de la déclaration	[73] à [75]
III- Lieu de dépôt de la demande	[76] à [79]

ANNEXES

Annexe	1	Article 265 septies du code des douanes
Annexe	2	Décret n° 99-723 du 3 août 1999 modifié fixant les modalités d'application des articles 265 septies et 265 octies du code des douanes portant remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers
Annexe	3	Décret n° 2014-1395 du 24 novembre 2014 relatif aux modalités de remboursement de certains droits et taxes perçus par l'administration des douanes
Annexe	4	Arrêté du 14 avril 2015 précisant les modalités de remboursement d'une fraction de la taxe intérieure de consommation sur le gazole utilisé par certains véhicules routiers
Annexe	5	Annexe V de l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules
Annexe	6	Article R. 311-1 du code de la route
Annexe	7	Formulaire Cerfa n° 13693

Remboursement d'une fraction de la TICPE sur le gazole utilisé par les véhicules routiers de 7,5 tonnes et plus destinés au transport de marchandises, au titre de l'article 265 septies du code des douanes

[1] En application de l'article 265 septies du code des douanes, les transporteurs routiers établis en France et dans les autres pays de l'Union européenne, qui utilisent des véhicules routiers destinés au transport de marchandises peuvent bénéficier, sur demande de leur part, et sous certaines conditions, d'un remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gazole acquis en France.

Première partie : Champ d'application

I- Personnes bénéficiaires

A- Notion d'entreprise

1- Définition

[2] Les entreprises de transport autorisées à déposer une demande de remboursement sont celles mentionnées à l'article 265 septies du code des douanes à savoir : « *les personnes soumises au droit commercial au titre de leur activité de transport routier de marchandises, propriétaires ou, en leur lieu et place, les entreprises titulaires des contrats cités à l'article 284 bis A [du code des douanes]* ».

Par « entreprises », on entend :

–[3] les **personnes de droit privé** qu'elles soient physiques ou morales, c'est-à-dire les personnes dont la création relève de l'initiative privée et non de la loi ou du règlement. Ces entreprises sont, par ailleurs, en mesure de produire un numéro d'immatriculation SIREN à l'appui de leur demande ;

–[4] les **entreprises publiques soumises au droit commercial** ainsi que les régies et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) pour leur activité de transport de marchandises. Il convient de distinguer les personnes publiques qui exercent une activité de service public à caractère administratif (SPA), soumises au droit administratif, de celles qui exercent une activité de service public à caractère industriel et commercial (SPIC), principalement soumises au droit privé. **Seules les personnes publiques qui exercent une activité de service public à caractère industriel et commercial peuvent prétendre au bénéfice du remboursement.**